

Cote du document:	<u>EB 2015/115/R.10</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>6 b) i)</u>
Date:	<u>18 août 2015</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don à la République islamique d'Afghanistan pour l'Appui en faveur du programme prioritaire national 2

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Omer Zafar
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2348
courriel: o.zafar@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quinzième session
Rome, 15-16 septembre 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement visé par le programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	6
A. Coût du programme	6
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	12

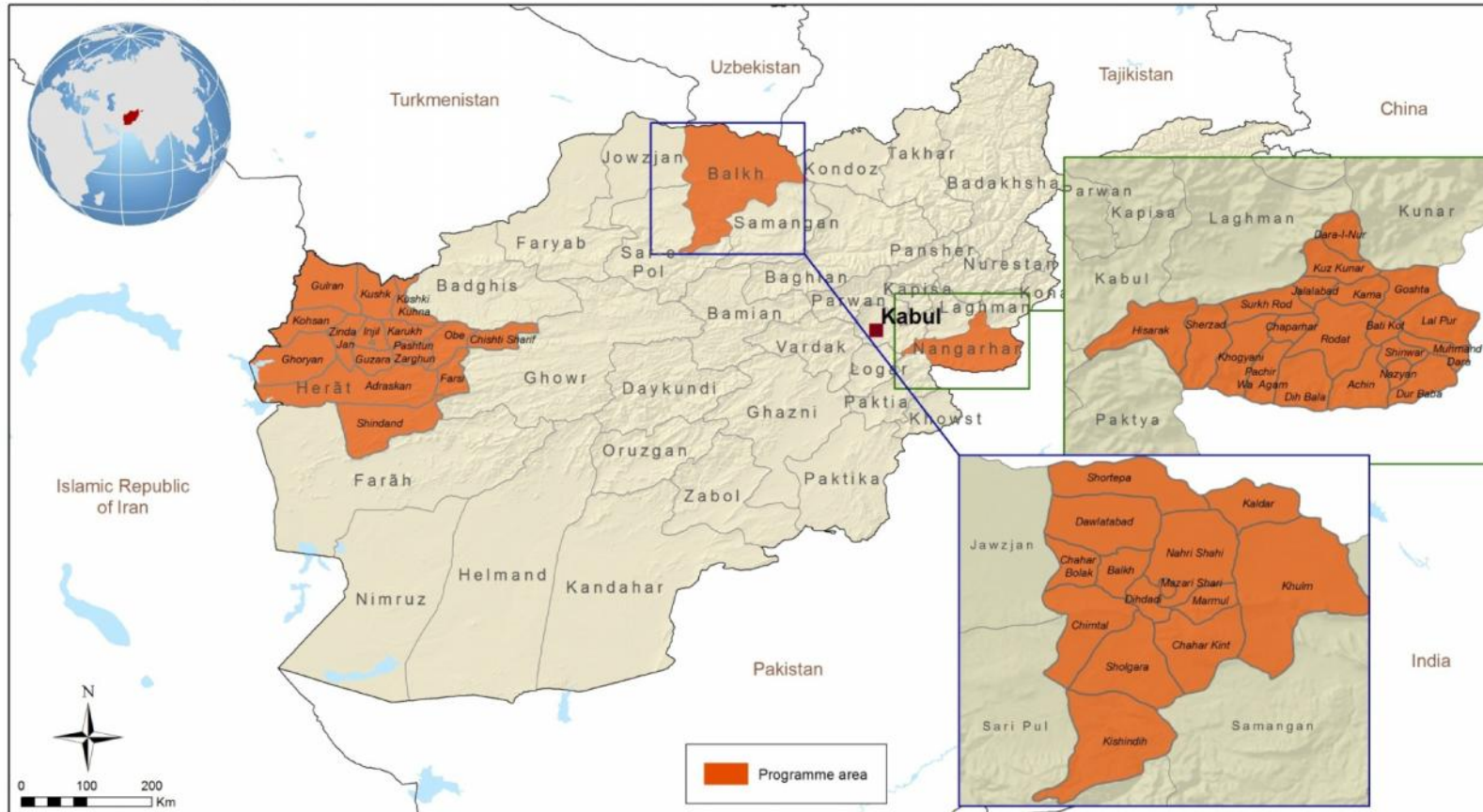
Sigles et acronymes

AT	Assistance technique
CCP	Comité de coordination provinciale
CDC	Conseil de développement communautaire
CPP	Comité de pilotage du programme
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
CRP	Centre de ressources paysannes
EAP	Équipe d'appui au programme
MADR	Ministère de l'aménagement et du développement rural
MAIL	Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage
MAMI	Mécanisme d'appui aux micro-investissements en Afghanistan
PPN2	Programme prioritaire national 2
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
SNaPP2	Appui en faveur du programme prioritaire national 2

Afghanistan

Support to National Priority Programme 2 (SNaPP2)

President's report



Carte de la zone du programme

Source: FIDA; 07/08/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



République islamique d'Afghanistan

Appui en faveur du programme prioritaire national 2

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Bénéficiaire:	Ministère des finances
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage
Coût total du programme:	54,8 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	34,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 48,5 millions d'USD)
Cofinancier¹:	Mécanisme d'appui aux micro-investissements en Afghanistan (MAMI)
Montant du cofinancement:	2,5 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À confirmer
Contribution du pays bénéficiaire:	1,7 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,1 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

¹Le Programme prioritaire national 2 devrait être financé par le gouvernement de la République islamique d'Afghanistan et un groupe de financeurs comprenant notamment l'Union européenne, la Banque mondiale et le Ministère du développement international du Royaume-Uni.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République islamique d'Afghanistan pour l'Appui en faveur du programme prioritaire national 2, telle qu'elle figure au paragraphe 52.

Proposition de don à la République islamique d'Afghanistan pour l'Appui en faveur du programme prioritaire national 2

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Afghanistan vit actuellement une transition majeure, sur les plans politique, économique et de la sécurité, qui va être décisive pour son avenir. Fin 2014 et début 2015, les autorités afghanes ont repris en charge la responsabilité du maintien de la sécurité, et un nouveau gouvernement est entré en fonction. Parallèlement à cette transition, l'aide au développement se transforme: les opérations extrabudgétaires exécutées par des prestataires de services externes cèdent la place à des opérations inscrites au budget, gérées et mises en œuvre par les institutions nationales, le cas échéant avec un soutien au développement des capacités. Le présent programme s'inscrit pleinement dans le cadre de cette évolution.
2. En 2013, la population de l'Afghanistan était estimée à 30,6 millions d'habitants, avec un taux de croissance annuel de 2,4%. La population est relativement jeune: 64% des habitants ont moins de 25 ans et l'âge médian est de 17 ans. Environ 76% de la population vit en milieu rural. La diversité ethnique est grande, puisque le pays compte quelque 25 groupes ethniques différents.
3. Émergeant de près de quatre décennies de conflit, l'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres au monde. Selon les estimations, environ 36% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Le Rapport sur le développement humain 2014 classe l'Afghanistan au 169^e rang sur 187 pays, avec un indice de développement humain de 0,468. L'indice d'inégalité entre les sexes s'établissait à 0,712 en 2012, soit au 147^e rang sur 148 pays.
4. Depuis 2003, l'Afghanistan a reçu un montant considérable d'aide au développement. Les institutions publiques ont été renforcées, les soins de santé et l'éducation se sont sensiblement améliorés, et des infrastructures routières ont été construites. D'après certains indicateurs, ces activités ont engendré des résultats positifs sur le plan du développement, de l'espérance de vie, de la santé publique, du niveau d'instruction et des conditions de vie. Ces dernières années, l'aide extérieure a favorisé une forte croissance économique: la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) a atteint (en prix constants) un taux moyen de 10,4% sur la période 2009-2013.
5. En dépit de ces améliorations, la plupart des habitants continuent de souffrir de privations et d'insécurité. Les infrastructures ont été ravagées par les conflits, et le marché intérieur est encore gravement perturbé. La faible surface de terre arable par habitant, les précipitations insuffisantes et les rudes conditions climatiques prévalant dans de nombreuses régions contribuent aux difficultés et à la pénurie de ressources dont souffrent les agriculteurs. La pauvreté est multidimensionnelle, résultant d'interactions complexes entre le manque de patrimoine, les années de conflits et d'insécurité, les catastrophes naturelles, l'insuffisance d'infrastructures, la médiocrité des services publics et les rôles assignés par les traditions.

6. Le secteur agricole contribue au PIB à hauteur de 24% et emploie environ 70% de la main-d'œuvre rurale. L'Afghanistan produit des cultures alimentaires et de rapport, quelques cultures d'exportation et industrielles, ainsi que des produits de l'élevage. La période actuelle offre un potentiel croissant pour ce qui est de surmonter la dévastation laissée par des années de conflit et de développer les sous-secteurs de la production végétale et animale, en vue d'accroître la production, la sécurité alimentaire et les revenus ruraux.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

7. Le FIDA s'est toujours montré particulièrement sensible aux besoins spécifiques des pays en situation de fragilité, que ce soit sur le plan des politiques publiques, des stratégies ou des investissements. De fait, une part substantielle des ressources, sur le cycle 2013-2015, a été allouée aux États fragiles. Cette orientation devient progressivement plus structurée et explicite, comme l'ont demandé les organes directeurs du FIDA. Deux documents récents ont porté sur la reproduction à plus grande échelle de l'engagement du FIDA dans les États fragiles. La Vision stratégique du FIDA 2016-2025 (IFAD10/2/R.2) recommande de consacrer davantage d'attention au contexte et aux besoins spécifiques des pays en situation de fragilité, en mettant l'accent sur le développement des capacités nationales; et le document intitulé "Améliorer le modèle opérationnel du FIDA pour favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural" (IFAD10/2/R.3) décrit schématiquement comment le FIDA pourrait apporter davantage de soutien aux situations fragiles et l'encourager à développer les capacités des organisations communautaires et des institutions publiques.
8. Le présent programme s'appuie sur cette vision stratégique émergente et adapte les éléments pertinents de ce modèle opérationnel au contexte afghan. Il se concentre sur le développement des capacités et des relations au sein du secteur agricole – en collaboration avec les organisations communautaires, les services agricoles publics et le secteur privé – en vue de renforcer la résilience des communautés et d'améliorer la sécurité alimentaire. Il apporte un soutien aux programmes nationaux, en complémentarité et en synergie avec les partenaires, en particulier l'Union européenne. Conformément aux Directives du FIDA pour le relèvement rapide après une catastrophe, adoptées en mai 2011, il investit dans des activités à fort impact, relatives à des produits végétaux et animaux présentant des avantages comparatifs, une demande du marché et un potentiel de croissance. Comme le prévoit le Programme d'options stratégiques pour l'Afghanistan, il apporte un appui stratégique et programmatique au gouvernement en matière de transformation du secteur agricole, de croissance économique rurale et de réduction de la pauvreté.
9. Le programme répond pleinement au souhait du gouvernement, qui a demandé à ses partenaires de s'aligner progressivement sur les nouveaux programmes prioritaires nationaux (PPN), afin de passer d'un soutien fragmenté, projet par projet, à une approche programmatique à l'échelle du secteur en vue d'un développement coordonné. Il permettra au FIDA de contribuer à un développement durable, conduit par le pays; de développer les capacités des institutions publiques et privées et des organisations communautaires; de moderniser le secteur agricole; et de favoriser, au bénéfice des petits agriculteurs, la transition d'une agriculture de subsistance à une production agricole commercialisée. De plus, le FIDA sera ainsi en mesure d'aider le gouvernement à relever des défis sectoriels systémiques, en particulier l'élaboration des politiques et la programmation des investissements publics.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Il est prévu que l'appui du FIDA au NPP2 s'étende à tout le pays, moyennant une exécution en trois phases sur 15 ans, le SNaPP2 constituant la première phase. Le programme sera tout d'abord mis en œuvre dans trois provinces, à savoir Balkh, Herat et Nangarhar, avant d'être élargi à d'autres provinces durant les deuxième et troisième phases. Dans les trois provinces pilotes, les activités porteront essentiellement sur les six districts suivants: Nahri Shahi et Dih Dadai, dans la province de Balkh; Karukh et Zendhajan, dans la province de Herat; et Darah e Noor et Khewa/Kuzkunar, dans la province de Nangarhar. Le programme investira aussi dans d'autres districts de ces trois provinces dans la mesure nécessaire aux liaisons agricoles en amont et en aval, aux liaisons avec les filières agricoles concernées, à la portée des activités, à la synergie avec d'autres interventions de développement, et à des considérations de sécurité. Dans les six districts sélectionnés, le programme couvrira 589 conseils de développement communautaire (CDC), ce qui représente 57 000 ménages ruraux pauvres (427 500 personnes), et pourra être étendu aux CDC et ménages d'autres districts. Si la situation en matière de sécurité venait à s'aggraver dans l'une des provinces ou l'un des districts ciblés, il serait décidé, de concert entre le gouvernement et le FIDA, de transférer la mise en œuvre des activités dans une autre province ou un autre district.
11. Le groupe cible du programme comprend trois composantes: i) au niveau des institutions infranationales, les agents de vulgarisation de district et de province du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage (MAIL), les animateurs communautaires du Ministère de l'aménagement et du développement rural (MADR), et les centres de ressources paysannes (CRP); ii) au niveau institutionnel local, les CDC, les ONG et les entités privées, qui seront renforcés et serviront d'interlocuteurs; et iii) sur le terrain, les hommes et femmes pauvres des zones rurales, les kuchis (éleveurs nomades), les petits agriculteurs et éleveurs, les groupements de producteurs et les groupes de femmes. Les ménages dirigés par une femme et les jeunes ruraux seront visés par un ciblage spécifique.

B. Objectif de développement visé par le programme

12. Le financement du FIDA aura pour but de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la situation économique des ménages ruraux pauvres vivant dans les trois provinces sélectionnées. Le programme poursuit deux objectifs: i) le développement institutionnel et le renforcement des capacités des organisations communautaires, des services publics de vulgarisation et des entités concernées du secteur privé; et ii) un accroissement soutenu du revenu des petits agriculteurs et éleveurs, grâce à l'amélioration de la productivité et de la production, des infrastructures et de l'intégration aux marchés.

C. Composantes/résultats

13. Le programme compte deux composantes: Composante 1: développement institutionnel (environ 14,0 millions d'USD, 26% du coût total du programme).
14. Sous-composante 1.1: services de vulgarisation. Le programme renforcera les structures de la direction de la vulgarisation par les moyens suivants:
 - i) l'établissement, au sein du MAIL, d'un département de vulgarisation destiné aux femmes, chargé de coordonner les vulgarisatrices dans les zones cibles; ii) le renforcement du personnel de vulgarisation masculin au niveau des districts; iii) le ciblage des jeunes diplômés des établissements d'enseignement agricole locaux en vue de leur recrutement comme assistants de vulgarisation; et iv) l'intégration aux programmes d'enseignement agricole des techniques et approches modernes.
15. Sous-composante 1.2: organisations paysannes. Le MAIL et les partenaires de développement établissent actuellement un réseau national de CRP sur l'ensemble du territoire afghan. Les capacités des CRP et d'autres organisations

communautaires concernées seront améliorées pour leur permettre d'établir des relations d'affaires entre les parties prenantes – services décentralisés du MAIL et du MADR, fournisseurs d'intrants, intégrateurs de marché et petits agriculteurs.

16. Sous-composante 1.3: secteur privé. Les liens avec le secteur privé, l'agriculture sous contrat et l'amélioration des filières seront intégrés avec les services de vulgarisation des districts et les groupements communautaires. Les producteurs et les entreprises privées seront encouragés à s'intégrer aux marchés; toute une gamme de produits agricoles peuvent en effet faire l'objet de traitements qui accroissent leur durée de conservation, leur disponibilité en toute saison et leur prix à la production. Des gammes de services seront mises au point pour répondre aux besoins standard des entreprises. Les chefs d'entreprise verront leurs capacités renforcées et leurs liens avec les groupements de producteurs seront développés.
17. Sous-composante 1.4: mécanisme d'appui à l'exécution et à la formulation des politiques. Ce mécanisme fournira une assistance technique (AT) au MAIL à l'appui des programmes de développement agricole; il proposera une AT et des actions de renforcement des capacités à d'autres ministères concernés; et il renforcera les produits de gestion des savoirs et de communication du MAIL et du MADR.
18. Composante 2: investissements stratégiques (environ 35,8 millions d'USD, 65% du coût total du programme).
19. Sous-composante 2.1: infrastructures. Le programme investira dans des infrastructures d'irrigation et autres infrastructures communautaires de production, dans le cadre des politiques et priorités gouvernementales.
20. Sous-composante 2.2: investissement productif. Le programme aidera à améliorer la productivité des cultures pluviales de blé, de l'horticulture et de l'élevage en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et d'accroître le revenu des ménages dans les communautés ciblées. Les agriculteurs et les éleveurs recevront une formation dans les domaines des technologies améliorées, des activités post-récolte et du partage d'informations.
21. Sous-composante 2.3: services financiers ruraux. Le programme investira dans une série de produits financiers et de mécanismes de diffusion afin d'améliorer l'accès du groupe cible aux services financiers. Il s'agit notamment: i) de cibler les ultra-pauvres; ii) d'élaborer des produits de financement de filières; iii) d'encourager les produits financiers compatibles avec la charia; iv) d'offrir une AT et des incitations aux institutions financières participantes; et v) de mettre éventuellement sur pied, à terme, des mécanismes d'allocation concurrentielle de dons aux entreprises agroalimentaires.

III. Exécution du programme

A. Approche

22. Le MAIL sera le principal organisme d'exécution et le MADR aura un rôle complémentaire. Les approches et activités du programme seront intégrées à leurs opérations. Cependant, compte tenu des lacunes actuelles du MAIL sur le plan des capacités aux niveaux décentralisés, certaines activités seront initialement exécutées, sous contrat, par d'autres ministères, projets et prestataires de services (si possible des entités nationales). Le développement des capacités des organisations nationales concernées, publiques et privées, sera une responsabilité clé de tous les prestataires de services sous contrat, et l'objectif sera une mise en œuvre intégrale du programme par des institutions nationales jouissant d'une bonne réputation.

B. Cadre organisationnel

23. Le cadre de gouvernance du programme se compose du Comité de pilotage du programme (CPP), d'un Comité de coordination provinciale (CCP) dans chaque province, et de l'Équipe d'appui au programme (EAP) qui existe déjà au MAIL.

24. Au niveau national, le CPP sera chargé de formuler les orientations en matière de stratégie et de politiques, de superviser la gestion et l'exécution, d'approuver les plans de travail et budgets annuels (PTBA) et de surveiller les progrès accomplis. Il sera composé de hauts représentants du MAIL, du Ministère des finances et du MADR.
25. Chaque CCP sera organisé par la direction du Programme de solidarité nationale du MADR et présidé par un représentant du MAIL au niveau du district. Ces comités seront composés de représentants des entités provinciales, des prestataires de services sous contrat et de membres de l'EAP. Les CCP seront chargés de coordonner la mise en œuvre des activités et d'assurer le partage des informations et des savoirs.
26. L'EAP sera responsable de la gestion et de la coordination du programme. Elle sera élargie avec l'adjonction d'un directeur de programme et de spécialistes techniques. Le personnel du programme sera recruté par mise en concurrence, conformément aux directives du FIDA et sous réserve de son approbation préalable.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

27. Le cadre de planification du programme sera constitué des PTBA et calendriers des activités, lesquels seront établis sur la base du rapport de conception, de l'expérience opérationnelle et des missions de supervision. L'EAP préparera les PTBA selon une approche consultative impliquant les organisations communautaires, les CRP, le MAIL, le MADR et d'autres parties prenantes. Après approbation du CCP, les plans et budgets à l'échelle provinciale seront consolidés par l'EAP en un PTBA pour l'ensemble du programme et soumis au CPP pour approbation et au FIDA pour agrément au moins deux mois avant le début de chaque exercice budgétaire. Le PTBA consolidé à l'échelle du programme comportera un plan de passation des marchés, conformément aux exigences du FIDA. Tous les plans seront ventilés par sexe.
28. Le système de suivi-évaluation (S&E) du programme collectera des données et des informations afin de mesurer la performance et les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs; il servira d'outil d'apprentissage en étayant une réflexion sur les stratégies et activités du programme. Il appuiera le processus décisionnel à divers niveaux et favorisera une gestion axée sur les résultats. Autant que possible, le programme contribuera à renforcer les capacités de S&E du MAIL.
29. Apprentissage et gestion des savoirs. Le programme formulera une stratégie de gestion des savoirs, conformément à la politique du FIDA en la matière. Le site web du programme, qui sera achevé au cours de la première année d'exécution, servira d'outil de partage des savoirs; il sera hébergé sur le site IFADAsia. Les informations provenant des études de S&E, des examens et des visites d'information, des enseignements et des meilleures pratiques seront partagés par le biais de divers supports – bulletins, publications, études de cas et rapports audio-visuels. Des activités de partage des savoirs seront organisées au niveau communautaire, et des visites seront organisées pour assurer l'échange de savoirs et l'apprentissage par l'observation.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

30. Gestion financière. Le MAIL a une vaste expérience de la gestion des projets financés par le FIDA. Les dispositions actuelles sont efficaces. Les procédures s'appuient sur un manuel d'exécution du programme qui a été approuvé par le FIDA début 2014. L'unité financière de l'EAP dispose d'un personnel qualifié et expérimenté, habitué à appliquer les procédures du FIDA. Pour l'Appui en faveur du programme prioritaire national 2 (SNaPP2), les effectifs actuels de l'EAP seront renforcés de façon à pouvoir gérer un programme supplémentaire. La contribution du FIDA au SNaPP2 sera inscrite au budget et fera appel aux systèmes gouvernementaux. L'EAP utilisera, en sus du système public de gestion financière du

Ministère des finances, son propre système comptable pour suivre l'exécution du budget, contrôler les transactions financières, établir des rapports financiers et responsabiliser davantage le personnel. Afin que le contrôle financier soit efficace, les procédures de contrôle interne appliquées aux opérations en cours financées par le FIDA, et figurant dans le manuel d'exécution du programme, seront mises à jour et appliquées au SNaPP2. Un commissaire aux comptes sera recruté sous contrat pour mener des activités d'audit interne favorisant l'efficacité de l'EAP.

31. Flux de fonds. Les flux de fonds seront conformes aux dispositions standard applicables aux projets financés par des sources externes et inscrits au budget. Les fonds provenant du compte des dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) seront transférés sur un compte spécifique en dollar des États-Unis ouvert à cette fin à la banque Da Afghanistan Bank ou dans une autre banque ayant l'agrément du FIDA. Ce compte désigné sera géré et administré par le Ministère des finances. Le FIDA avancera les fonds sur le compte désigné selon la méthode du compte d'avances temporaires.
32. Passation des marchés. Les marchés de travaux, de biens et de services pour le programme seront passés par l'EAP conformément aux Directives pour la passation des marchés et au Manuel de passation des marchés du FIDA.
33. Audit. L'audit externe des comptes du projet sera mené chaque année par un commissaire aux comptes sous contrat, sélectionné par appel à la concurrence et de bonne réputation. Le mandat d'audit inclura des visites chez les partenaires d'exécution et les prestataires de services sous contrat, ainsi que des visites sur le terrain, le cas échéant. Le MADR et tous les prestataires de services sous contrat soumettront à l'EAP des états financiers vérifiés couvrant les activités au titre du SNaPP2 dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire. Dans les cas où des organismes des Nations Unies sont exemptés de cette obligation, ils présenteront à l'EAP un état annuel de leurs dépenses non vérifié.

E. Supervision

34. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. Le processus de supervision guidera le programme vers la réalisation des objectifs stratégiques et les objectifs plus larges de réduction de la pauvreté, tout en assurant la conformité fiduciaire. Un examen à mi-parcours et une mission d'achèvement seront menés, respectivement pendant la troisième année du programme et à sa clôture.
35. À la lumière de la situation prévalant en matière de sécurité, l'équipe de pays évaluera d'autres méthodes possibles pour compléter les processus de supervision et d'appui à l'exécution, par exemple en sous-traitant ces tâches à des organisations locales ou en les impliquant d'une autre manière.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

36. Le coût total du programme est estimé à 54,8 millions d'USD sur sa durée d'exécution, de six ans. Ce montant comprend les provisions pour aléas, le cofinancement, les contributions des bénéficiaires et les financements de contrepartie. Les coûts du programme se décomposent en trois volets: i) le développement institutionnel (26%); ii) les investissements stratégiques (65%); et iii) la gestion du programme (9%).

Tableau 1

Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	FIDA		MAMI		Bénéficiaires		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Développement institutionnel	12 862	92	-	0	-	0	1 134	8	13 996	26
B. Investissements stratégiques et productifs	30 838	86	2 500	7	2 123	6	289	1	35 750	65
C. Gestion du programme	4 762	94	-	0	-	0	279	6	5 041	9
Coût total du programme	48 462	88	2 500	5	2 123	4	1 702	3	54 787	100

B. Financement du programme

37. Le programme sera financé par: i) un don du FIDA au titre du CSD de 48,5 millions d'USD; ii) un cofinancement du Mécanisme d'appui aux micro-investissements en Afghanistan (MAMI), de 2,5 millions d'USD; iii) une contribution de l'État équivalent à 1,7 million d'USD; et iv) une contribution des bénéficiaires équivalent à 2,1 millions d'USD.

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	FIDA		MAMI		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux de génie civil	12 752	88	-	-	1 417	10	289	2	14 458
2. Véhicules	132	41	-	-	-	-	189	59	321
3. Équipement et matériel	181	100	-	-	-	-	-	-	181
4. Services de consultation	538	100	-	-	-	-	-	-	538
5. Biens, services et intrants	4 934	95	-	-	241	5	-	-	5 175
6. Dons	2 376	100	-	-	-	-	-	-	2 376
7. Crédit	9 000	78	2 500	22	-	-	-	-	11 500
8. Renforcement des capacités et formation	11 872	100	-	-	-	-	-	-	11 872
9. Salaires et indemnités	4 956	94	-	-	-	-	302	6	5 258
10. Charges d'exploitation	1 721	55	-	-	465	15	922	30	3 108
Coût total du programme	48 462	88	2 500	5	2 123	4	1 702	3	54 787

C. Résumé des avantages et analyse économique

38. Le programme apportera des avantages à quelque 57 000 ménages ruraux pauvres (427 500 hommes et femmes) représentés par 589 CDC. Les avantages immédiats escomptés sont une hausse de la productivité résultant d'une amélioration des services de vulgarisation et des pratiques agricoles et de gestion, ainsi que de l'établissement d'un accès aux marchés et aux services financiers. Ces avantages seront exprimés en termes de renforcement de la sécurité alimentaire et d'accroissement des revenus des ménages. De plus, les ménages participants bénéficieront des avantages procurés par la formation et le développement des capacités. Il y aura d'autres bénéficiaires – tels que les producteurs qui accéderont aux services financiers ruraux, les ménages dirigés par une femme qui apporteront une valeur ajoutée à la production, ou encore des jeunes recevant une formation professionnelle –, mais leur nombre n'a pas été estimé.
39. Des bénéfices supplémentaires seront tirés des activités de renforcement des capacités. Les CDC rendront aux agriculteurs participants des services améliorés, car ces Conseils seront renforcés et soutenus. Les femmes appartenant aux groupes pauvres et très pauvres obtiendront les moyens de gérer leur propre développement économique et social, grâce à un meilleur accès aux marchés et aux intrants.

L'amélioration des marchés ruraux, des routes d'accès rurales et des services de vulgarisation conduira à un relèvement des prix à la production que perçoivent les agriculteurs.

40. Le taux de rentabilité économique interne du programme est estimé à 24%. L'analyse de sensibilité montre que le programme résisterait bien en cas de hausse des coûts, de diminution des avantages et de retards.

D. Durabilité

41. Le concept du programme lui-même – l'appui à un programme représentant une priorité nationale, plutôt qu'à un projet isolé – répond directement aux préoccupations de durabilité. La gestion du programme sera intégrée aux structures ministérielles existantes et le financement sera inscrit au budget au lieu d'être extrabudgétaire. L'exécution du programme fera appel, dans toute la mesure du possible, à des structures et dispositions existantes plutôt qu'à la création de nouvelles entités. Les CDC existants, soutenus par le MADR et le Programme de solidarité nationale, seront les instruments de la participation communautaire à tous les stades. Les groupements de producteurs existants, comme les coopératives agricoles et les unions laitières, bénéficieront d'un appui. Les capacités des services de vulgarisation au niveau des districts seront renforcées ce qui, de toute évidence, favorisera la durabilité. De même, les CRP établiront, entre les producteurs et le secteur privé, des liens qui pourront être durables, selon la solidité des relations commerciales qui seront ainsi nouées.
42. La stratégie de sortie du programme consiste à: renforcer les institutions publiques au niveau des provinces et des districts; transférer progressivement la responsabilité de l'exécution aux ministères et aux CDC; favoriser des liens commerciaux rentables entre les producteurs et les marchés; et améliorer les capacités des ruraux pauvres, femmes et hommes.

E. Identification et atténuation des risques

43. Le risque principal concerne la transition politique et sécuritaire qui s'opère en Afghanistan. Trois scénarios post-transition, et leurs conséquences pour le programme, ont été définis: i) dans le meilleur des cas, la transition politique s'effectue sans heurts, les institutions deviennent autonomes et la croissance économique repart à la hausse; ii) dans un scénario intermédiaire, le contexte politique demeure fragile, les conflits restent confinés à des zones reculées et la croissance économique est modeste; et iii) dans le pire des cas, la situation politique demeure instable, les factions et les conflits se maintiennent, et la situation économique reste stagnante.
44. De nombreux éléments clés en rapport avec les scénarios à risques, comme une approche de la sélection des sites qui tient compte des conflits, sont déjà intégrés à la conception du programme. D'autres éléments, tels que la configuration de l'AT, seront ajustés plus précisément en fonction des conditions qui prévaudront. Lors de la phase initiale de l'exécution, le FIDA et le gouvernement réévalueront conjointement l'évolution post-transition, actualiseront les opportunités et les risques afférents à chaque scénario, et adapteront les mesures d'atténuation et les seuils de déclenchement.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

45. Comme indiqué plus haut, le programme est conforme aux politiques, stratégies et investissements adaptés aux États fragiles, et en particulier à la Vision stratégique du FIDA 2016-2025 et au document intitulé "Améliorer le modèle opérationnel du FIDA pour favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural". Il est pleinement aligné sur les politiques institutionnelles relatives à la participation du secteur privé, à l'atténuation de l'impact environnemental et du changement

climatique et de l'adaptation à ces phénomènes, et à l'intégration des questions de parité hommes-femmes. Suite à l'évaluation de son incidence environnementale, le programme a été classé en catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

46. La justification du programme correspond parfaitement à la mission du FIDA, qui consiste à œuvrer en faveur d'une réduction de la pauvreté, et à la priorité du gouvernement, à savoir accroître la productivité agricole. De plus, le programme est aligné sur les efforts du pays visant à renforcer l'impact sur le développement, réduire la duplication des programmes d'aide, et adopter une approche programmatique. Il est en outre conforme au cadre multidonateur pour la production agricole et le développement des marchés, et en particulier à l'assistance fournie par des partenaires tels que l'Union européenne, la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Ministère britannique du développement international, l'Agence allemande de coopération internationale et l'Agence des États-Unis pour le développement international.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

47. Le gouvernement considère le programme comme un modèle pour la participation de partenaires dans l'approche PPN, qui sera reproduite à plus grande échelle par le MAIL lorsque d'autres partenaires fourniront des financements à l'appui du PPN2. Le programme est conçu pour élargir, reproduire, adapter et soutenir les investissements couronnés de succès. Par le biais de ses outils d'investissement et de son soutien prospectif à l'action des pouvoirs publics, le programme créera les voies, les moteurs et les espaces propices à une reproduction à plus grande échelle. Les investissements seront dégroupés pour faciliter la réalisation des activités principales à grande échelle.

D. Participation à l'élaboration des politiques

48. Le programme éclairera la politique agricole grâce à la mise en œuvre des composantes clés du PPN2 et à la structuration du cadre de gouvernance et de gestion du PPN2. Le processus de conception du programme exerce déjà une influence sur la politique gouvernementale telle que représentée par le PPN2. Le mécanisme d'appui à l'exécution et à la formulation des politiques qui est intégré au programme offrira une AT à toutes les institutions nationales concernées par le PPN2, en particulier au MAIL et au MADR.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

49. Un accord de financement entre la République islamique d'Afghanistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
50. La République islamique d'Afghanistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
51. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique d'Afghanistan un don d'un montant équivalant à trente-quatre millions quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (34 450 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement

GRANT NO.DSF [number]

FINANCING AGREEMENT

Support to National Priority Programme 2 (SNaPP2)

between the

ISLAMIC REPUBLIC OF AFGHANISTAN

and the

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Signed in

on [insert date]

FINANCING AGREEMENT

Grant Number: [click and insert number]

Project Title: Support to National Priority Programme 2 (SNaPP2) (“the Programme”)

The Islamic Republic of Afghanistan (the “Recipient”)

and

The International Fund for Agricultural Development (the “Fund” or “IFAD”)

(each a “Party” and both of them collectively the “Parties”)

WHEREAS

The recipient has requested a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement,

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the “General Conditions”) are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a grant to the Recipient (the “Grant”), which the Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is thirty four million and four hundred fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 34 450 000).
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 21 December.
3. There shall be a Designated Account in USD for the purpose of financing the Programme. The Designated Account shall be opened and maintained in the Da Afghanistan Bank (DAB) or another bank acceptable to IFAD. This Designated Account will be maintained and operated by the Ministry of Finance (MoF).

4. The Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in an amount equivalent to one million seven hundred thousand United States Dollar (USD 1 700 000) including allowances for project staff and taxes and duties, in cash or in kind. The Beneficiaries shall provide an in-kind contribution of two million one hundred and twenty thousand United States Dollar (USD 2 120 000) equivalent, mainly in the form of labour and materials.

5. In accordance with the Article 11.01 of the General Conditions, the financing shall be exempt from all taxes and duties.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock (MAIL).

2. Considering the multi-ministerial approach of the Programme, the Ministry of Rural Rehabilitation and Development (MRRD) is designated as additional Programme Party.

3. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing shall be administered and the Programme supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out annually, the Fund shall conduct a mid-term review to be carried out during the third year of the Programme.

Section E

1. The following is designated as additional ground for suspension of this Agreement: the Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund, and the Fund, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following is designated as an additional condition precedent to withdrawal:

(a) The programme manager and the financial manager, both acceptable to the Fund, shall have been selected.

3. The following is designated as an additional specific condition precedent to disbursement to MRRD and selected Service Providers (SPs): The MOU with MRRD and the contracts with selected Service Providers respectively have been cleared by IFAD prior to signature.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister for Finance of the
Islamic Republic of Afghanistan
Ministry of Finance
Kabul, Afghanistan

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Recipient.

ISLAMIC REPUBLIC OF AFGHANISTAN

[insert NAME of the Authorised Representative]
[insert his or her title]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Goal. The goal of the Programme is to contribute to improving the food security and economic status of poor rural households in the Programme Area.

2. Objectives. The Programme has two objectives: (i) institutional development and capacity building of community organisations, public extension services and relevant private sector entities in the pilot provinces; and (ii) sustained increased incomes of small farmers and herders fostered by improvements in productivity and output, productive infrastructure and market linkages. These objectives will be addressed by supporting institutions and services, fostering increased productivity and production, and upgrading profitable agriculture and livestock value chains. IFAD financing will create a model to be scaled up across rural areas in subsequent phases.

3. Programme area. The Programme will be implemented in Balkh, Herat and Nangarhar provinces (the "Programme Area"). The Programme may expand to additional province(s) if required by its evolving scope or by security considerations, subject to consultations between the Government and IFAD.

4. Target population. The Programme has a three-tier target group: (i) at sub-national level, it will target provincial and district extension staff of MAIL, community social mobilisers of MRRD, and farmer resource centres; (ii) at local level, community development councils, community organisations, cooperatives and associations, interest groups, NGOs and relevant private sector entities will be strengthened and serve as interlocutors; and (iii) at grass-roots level, target groups will include poor rural women and men, kuchis, small farmers and herders, producers' groups and women's groups.

5. Components. The Programme shall consist of the following two Components:

5.1. Component 1: Institutional Development

Sub-component 1.1: Extension Services

The Programme will strengthen the extension directorate's structures, in line with the Tashkeel, by: (i) strengthening the women's extension unit in MAIL to coordinate a cadre of female extension workers across the Programme Area; (ii) strengthening the male extension worker cadre at district level; (iii) targeting young graduates from local agricultural faculties to be recruited as extension assistants; and, (iv) adapting the curriculum, in collaboration with MAIL, using updated techniques and approaches.

Sub-component 1.2: Farmers' Organisations

The capacities of community organisations, cooperatives and associations, interest groups and Farmers' Resource Centres (FRCs) will be upgraded to enable them to broker business relationships among stakeholders, bringing together decentralised MAIL and MRRD services, input suppliers and market integrators, and small farmers.

Sub-component 1.3: Private Sector

Private sector linkages, contract farming and value chain upgrading will be integrated with DAIL extension services and Community Development Councils (CDCs) or other groups. Market linkages among groups processing vegetables and private companies will be promoted, as a wide range of agricultural products can be processed to increase shelf life, year-round availability and output price.

Sub-component 1.4: Policy and implementation support facility

This facility will (i) provide Technical Assistance (TA) to MAIL for agricultural development programmes; (ii) provide TA and capacity building for other relevant Ministries; (iii) strengthen knowledge management and communication products for MAIL and MRRD.

5.2. Component 2: Strategic Investments

Sub-component 2.1: Infrastructure

The Programme will invest in irrigation infrastructure and other community productive infrastructure.

Sub-Component 2.2: Productive Investments

The Programme will help to improve the productivity of rain-fed wheat, horticulture and livestock production to improve food security and increase household incomes in targeted communities. Farmers and herders will be trained in improved technologies, post-harvest activities, good practices and information sharing.

Sub-component 2.3: Rural Financial Services

The Programme will invest in a range of financial products and delivery mechanisms to improve target group access to financial services. This will include: (i) targeting the ultra-poor; (ii) developing value chain financing products; (iii) promoting shari'a compliant financial products; (iv) offering TA and incentives to participating financial institutions; (v) possibly competitive grant schemes for agribusinesses.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and management

6. MAIL will be the lead implementing agency.

7. Governance. The Programme's governance framework shall consist of the Programme Steering Committee (PSC), the Provincial Coordination Committee (PCC) in each province, and the Programme Management Unit (PMU) and Programme Support Team (PST) of MAIL.

- (a) PSC: The PSC at national level will be responsible for policy and strategic guidance, oversight of management and implementation, approval of work plans and budgets, and review of progress. It will consist of senior representatives of MAIL, MOF and MRRD and any other institution(s) proposed by the Government.

- (b) PCC: Each provincial PCC will be chaired by DAIL and consist of representatives of provincial entities, contracted service providers, and PST personnel. It will be responsible for coordinated implementation of Programme activities and sharing of information and knowledge.
- (c) PMU/PST: The PMU/PST will be responsible for managing and coordinating the Programme. The PST will be expanded with a project manager and technical specialists to carry out relevant activities. Programme staff shall be recruited on competitive basis in line with IFAD guidelines, and will be subject to IFAD prior review.

8. MRRD: This additional Programme party will use its ongoing Programme NSP for the implementation of SNaPP2 activities.

B. Implementation of Components

9. Service Providers (SPs): Several service providers have initially been pre-selected in consultation with Government, while others will be selected on competitive basis, as outlined below.

- (a) under the institutional development component, MAIL will implement sub-component 1.1 (extension services) through its extension directorate and sub-component 1.2 (farmers' organisations) through FRCs;
- (b) under the policy and implementation support facility, FAO will administer a TA instrument in support of MAIL; MAIL will administer further TA support for the agriculture sector; MRRD will administer TA support for itself and other relevant Ministries; and both MAIL and MRRD will administer knowledge management and communications support as appropriate.
- (c) under the infrastructure sub-component, MAIL's Irrigation Department (ID) and MRRD/NSP will administer the productive infrastructure investments in line with their emerging division of responsibilities and the Water Law; engineering design works will be undertaken by the ID and MRRD/NSP respectively, with strong TA support, while civil works will be executed by competitively procured private sector contractors.
- (d) under the rural financial services sub-component, participating financial institutions will be selected on the basis of a competitive process in line with IFAD's and national requirements, and subsequent due diligence. The following institutions will be considered, along with others, during implementation: (i) MISFA for value chain financing; (ii) FMFB for administering an agricultural credit line; (iii) ARFC for administering shari'a compliant value chain financing for mid-level actors; and, (iv) IIFC for administering shari'a compliant value chain financing for small farmers. Any selected financial institution will be subject to due diligence and negotiation with Government prior to contracting. The PMU/PST will administer the Targeting Ultra Poor programme. The Programme will also consider modalities to collaborate with the Agriculture Development Fund.
- (e) A range of local organisations, such as CDCs, cooperatives, associations and interest groups will play a central role in needs identification, implementation, monitoring and Operation & Maintenance. They will serve as the channels for interaction with communities.
- (f) service providers for the implementation of other Programme activities will be selected on the basis of IFAD's Procurement Guidelines.

C. Project Implementation Manual (PIM)

10. 10. The RMLSP and Community Livestock and Agriculture Project (CLAP) operate based on an approved PIM covering project management, financial management, procurement and contracting, annual work planning and budgeting, monitoring and evaluation, knowledge management, and investment operations. This PIM will be updated by the PMU/PST for Programme purposes, and will be submitted to IFAD for prior review before finalisation.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant; the allocation of the amounts of the Grant to each Category; and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
1. Works	8 160 000	100% net of taxes, Government and beneficiary contribution
2. Goods, Services and Input	3 360 000	100% net of taxes, Government and beneficiary contribution
3. Grants and Subsidies	1 520 000	100% net of taxes
4. Credit, Guarantee Funds	5 760 000	100% net of taxes and service provider contribution
5. Consultancies	7 940 000	100% net of taxes
6. Salaries and Allowances	4 270 000	100% net of taxes, Government and beneficiary contribution
Unallocated	3 440 000	
Total	34 450 000	

(b) The terms used in the Table above include Eligible Expenditures for the following:

- The category "Goods, Services and Input" includes eligible expenditures for vehicles, equipment and materials.
- The category "Grants and Subsidies" includes eligible expenditures for financial assistance to the ultra-poor as well as any competitive grant schemes.
- The category "Credit, Guarantee Funds" includes eligible expenditures for financial services.
- The category "Consultancies" includes eligible expenditures for capacity building and training, workshops, studies, technical assistance, policy and implementation support.

- The category "Salaries and allowances" includes eligible expenditures for operating costs.

2. Retroactive financing. As an exception to Section 4.08 (a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures up to the equivalent of two hundred and fifty thousand United States Dollar (USD 250 000) incurred after 14 July 2015 but before the entry into force of this agreement may be pre-financed by the Government and reimbursed from the Grant after the Financing Agreement has entered into force and the conditions precedent to withdrawal have been met. These specific eligible expenditures consist of: (i) the preparation of draft tender documents and draft contracts with service providers; (ii) consulting services for studies and field surveys; (iii) other relevant consultancy services.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

1. Gender. The recipient shall ensure that gender concerns shall be mainstreamed in all Programme activities throughout the implementation period. The Recipient shall ensure that the Programme activities specifically designed to benefit women headed households and the youth will be duly and diligently implemented.
2. Accounting systems and financial reporting. The Recipient shall ensure that the Programme financial accounting will be undertaken utilising the computerised accounting software in place for RMLSP and CLAP, with the set-up of a dedicated SNaPP2 business unit. The PST will submit regular consolidated financial reports and annual consolidated financial statements to IFAD.
3. Subsidiary agreements. The Lead Project Agency shall enter into an agreement with the additional Programme Party (MRRD) and into contracts with the selected SPs as appropriate. Draft agreements and contracts will be submitted to IFAD for prior review and clearance.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
To contribute to improving the food security and economic status of poor rural households in Afghanistan	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10% decrease in child malnutrition (under 5 years old, chronic, acute-underweight) ▪ 60% households reporting improvement in household asset ownership index 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PST/MAIL impact surveys (including RIMS anchor indicators) at baseline (PY1) and completion (PY6). ▪ MRRD Qualitative (PRA) assessment of target HHs and quantitative assessment (profitability analysis) of micro/small enterprises ▪ Third party verification of the above, to the extent feasible 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (A) Inflation for staple foods remains below 10%. ▪ (R) Political unrest and conflict does not hinder socio- economic activities. ▪ (A) Consistent commitment of Government and partners for socio-economic improvement
Programme Development Objective:			
To strengthen outreach and link key stakeholders to improve food security of 57,000 HHs (427,500 people) across six districts of three provinces (Balkh, Herat and Nangarhar)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 40% increase in crop productivity leading to higher incomes ▪ 40% increase in incomes of herders due to improvements in productivity and output, infrastructure and market links ▪ 75% community organisations will have strengthened linkages with public and private extension services 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PST/MAIL RIMS plus survey and rolling baseline(annual) ▪ PST/MAIL annual outcome survey. ▪ Third party impact evaluation report(at completion) ▪ MAIL/MRRD knowledge products (periodical) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (A) No security problems in programme areas for surveys and studies. ▪ (A) Female extension workers are available and have mobility. ▪ (A) Mature CDCs demonstrate effective implementation with support from Facilitating Partners.
Outcome 1: <u>Institution Building</u> Extension services linked to Farmers' Resource Centres (FRCs), and private sector linkages with communities	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50% of farmers reporting sustained linkages through FRCs by PY6 ▪ 25% of farmers linked with private sector through FRCs by PY6 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PST/MAIL annual outcome survey. ▪ Third party impact evaluation report(at completion) ▪ MAIL/MRRD knowledge products (periodical) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (A) Farmers find the services provided by the FRC valuable and of high quality. ▪ (A) Private sector demonstrates adequate interest to partner with small farmer groups.
Outputs: 1.1 Strengthened extension services 1.2 Developed smallholder institutions 1.3 Developed private sector	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 95% retention of FFS at the community level in PY 5 ▪ 75% of incremental extension staff included in Taksheel across operational areas ▪ 25% of extension staff successful in sharing technical packages with farmers ▪ 25% of businesses reporting 30% increase in sales post capacity building 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PST/MAIL annual outcome survey. ▪ Third party impact evaluation report(at completion) ▪ PST annual progress reports and MIS ▪ Out-sourced case studies (periodical) ▪ PST/MAIL RIMS I and II data(annual) ▪ Progress reports of service providers(annual) ▪ CDC statistics (annual) ▪ Reports of participating businesses (annual) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (A) Private companies are interested in sourcing products from microenterprises and willing to engage in PPPs in the selected value chains. ▪ (A) MAIL is able to fulfil its obligations for the new Taksheel and women staff are recruited and retained at provincial level.

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p>Outcome 2: <u>Strategic Investments</u> Appropriate agriculture and livestock technology aimed at income generation to move up value chains with comparative advantage, market demand and growth potential.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20% Increase in annual income of target HHs ▪ 30% increase in access to technology of farmers. ▪ 15% of women have increased access to and control of productive assets and services. ▪ 25% of vulnerable households reporting time saving as a result of community infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PST/MAIL annual outcome survey. ▪ Third party impact evaluation report(at completion) ▪ PST annual progress reports and MIS ▪ Out-sourced case studies (periodical) ▪ CDC statistics (annual) ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (R) Water supply consistent ▪ (A) Optimal coordination with relevant stakeholders
<p>Outputs: 2.1 Community Infrastructure 2.2 Productive Investments 2.3 Rural Financial Services</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10,875 ha irrigated with improved infrastructure ▪ 15% of HHs have improved market access through rural roads ▪ 40 % reduced post-harvest loss reported by farmers ▪ 6 women producer groups reporting 30% increase in incomes from horticulture value addition and post-harvest technology ▪ 30% of livestock keepers reporting access to improved veterinary services ▪ 60 private and public veterinary workers capacity strengthened ▪ 75% of TUP beneficiaries reporting increased incomes ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PST/MAIL annual outcome survey. ▪ Third party impact evaluation report(at completion) ▪ MAIL/MRRD knowledge products (periodical) ▪ IFAD Supervision mission reports (annual) ▪ Outsourced case studies (annual) ▪ PST/MAIL RIMS I and II data(annual) ▪ Progress reports of service providers(annual) ▪ CDC statistics (annual) ▪ Reports from MISFA and PFIs (annual) ▪ Programme MIS ▪ Outsourced independent assessment of lending operations and performance of pilot products (at mid-term) ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (A) Farmers are interested and willing to use the new technology ▪ (A) ▪ (A) Financial institutions are interested to participate ▪ (A) Implementing partners are able to successfully establish collaborative business arrangements between microenterprises and businesses